

Judith Miller ou le blanchiment de l'information sale...

Arnaud MERCIER

Professeur en sciences
de l'information
et de la communication
à l'Université de Metz¹
arno.mercier@wanadoo.fr

Lorsque l'on recense, comme l'a fait Jack Shafer pour le webzine *Slate*², tous les scoops de Judith Miller sur la menace irakienne, qui se sont avérés faux, et quand on relit son travail de justification des errements dans la quête éperdue des armes de destruction massive une fois l'Irak occupé, on en vient à douter du professionnalisme d'une journaliste pourtant si renommée. Par souci du scoop, par recherche de notoriété ou par accointance idéologique (nous ne possédons pas les éléments permettant de trancher), le parcours professionnel de Judith Miller révèle des liens troubles avec du personnel de la CIA, puis avec les néo-conservateurs. Quand on évoque son nom, on pense immédiatement à la dernière affaire en date, qui a provoqué son départ du *New York Times* à l'automne 2005, l'affaire connue aux États-Unis sous le nom de *Plamegate*. Il s'agit des révélations faites à quelques journalistes par des membres de l'administration Bush sur l'identité d'une femme membre de la CIA, Valerie Plame, afin de déstabiliser ou punir son mari, le diplomate Joseph Wilson, qui avait révélé que l'accusation américaine portée contre Saddam Hussein de tentative d'achat d'uranium au Niger était totalement infondée et reposait sur de faux documents. Détendue trois mois en prison pour avoir refusé de divulguer à un juge le nom de son indicateur (la révélation du nom d'un agent secret étant un crime fédéral, il y a enquête), elle est d'abord passée pour un parangon de liberté journalistique, martyr de la noble

cause du droit à la conservation du secret de ses sources pour un journaliste. Puis ses aveux – lui garantissant une sortie de prison – que son interlocuteur était le directeur de cabinet du vice-président, Lewis Libby, a ouvert les yeux de sa direction sur son rôle de « passeur d'informations » à des fins politiques. Bill Keller, le directeur de la rédaction du *New York Times*, a estimé dans un mail au personnel que Judith Miller avait « trompé » le journal sur son rôle dans cette affaire. L'éditorialiste Maureen Dowd a renchéri dans une chronique au titre évocateur : « *Femme de destruction massive* », tant il est vrai que, sur ce dossier, elle s'est avérée davantage une propagandiste qu'une journaliste.

Au-delà de sa personne, le cas de Judith Miller est révélateur de la mise en place aux États-Unis, avec la professionnalisation des techniques, du *spin doctoring*, singulièrement dans l'administration Bush³, d'un double circuit de blanchiment de l'information sale, information à usage politique que les conseillers distillent de façon parcimonieuse et ciblée auprès de quelques journalistes tout heureux de se retrouver en « une » de leur journal, grâce à des « scoops » qu'on leur sert en échange d'un regard peu critique sur la valeur de ce qui leur est donné. Cette première tactique consiste, pour une source, à créer une association privilégiée avec un ou des journalistes, un ou des titres de presse, en entrant dans une logique d'échanges. La fourniture de confidences, d'informations encore inconnues, qui se transformeront en scoop valorisant pour le journaliste, s'obtient contre un relais peu critique des informations fournies. C'est exactement ce qu'illustre la façon dont Judith Miller couvrira durant plusieurs années, pour le *New York Times*, la question irakienne. Judith Miller en a dévoilé certains mécanismes dans les colonnes de son journal, avant de le quitter définitivement⁴. Elle y reconnaît notamment qu'elle a reçu l'autorisation (*clearance*) par le Pentagone « de voir des informations secrètes » mais qu'elle « n'a pas été autorisée à discuter » avec sa propre rédaction, ce qui est pourtant le b.a.-ba du métier, d'où le regret qu'elle présente : « *J'aurais pu exprimer une frustration à M. Libby de n'avoir pas été autorisée à discuter avec les rédacteurs certaines informations sensibles sur l'Irak.* » Comme l'a écrit le journaliste Norman Solomon : « *Il n'y a rien à redire à ce tableau si Judith Miller est un agent de renseignement du gouvernement des États-Unis [...] mais si elle est censée être une journaliste, c'est une situation absurde – et le fait que le New York Times a toléré cela nous en dit beaucoup au sujet de ce journal*⁵ ».

Pour réponse aux nombreuses contre-vérités qu'elle a publiées⁶, Judith Miller reconnaît que la valeur de l'information sur ces dossiers de renseignement vaut ce que la source vaut, et qu'elle a fait quelques erreurs seulement, au milieu de centaines d'articles qui étaient bons durant sa carrière, mettant en avant les prix qu'elle a reçus. Pourtant, un

retour sur sa carrière montre que les quelques articles sur la traque ratée aux armes de destruction massive en Irak n'ont pas été les seuls à poser des problèmes par rapport à l'éthique journalistique et à sa relation aux sources. Par ailleurs, il convient de replacer l'affaire Miller dans un contexte plus général qui fait planer un doute important sur la crédibilité de l'information, en présentant un second circuit de blanchiment de l'information.

La menace Khadafi

Dès 1986, elle est utilisée, ou se prête de bonne grâce à une opération d'intoxication visant à déstabiliser le leader libyen Mohammad Khadafi. Il s'agissait de lui imputer plus d'attentats qu'on ne pouvait le prouver, tout en le présentant comme durablement affaibli. Le contenu d'un mémo de l'amiral Poindexter détaillant cette stratégie a été rendu public par Bob Woodward dans le *Washington Post*⁷. Il y explique que « *l'un des éléments clés [de la stratégie] est qu'elle combine des événements réels et fictifs – à travers un programme de désinformation – avec comme objectif de base de faire que Khadafi pense qu'il y a une importante opposition interne contre lui en Libye, que ses principaux hommes de confiance sont déloyaux, que les États-Unis sont prêts à agir contre lui militairement* ». Ce plan comporte « *une série d'événements étroitement coordonnés impliquant des actions secrètes, diplomatiques, militaires et publiques* » (ce qui veut bien dire à destination des médias). Dès le 25 août 1986, Bob Woodward note que le *Wall Street Journal*, mais aussi d'autres journaux de référence, étaient tombés dans ce piège, « *reportant comme des faits la plupart des fausses informations générées par le nouveau plan* ». Le mémo ne prévoyait pas spécifiquement d'intoxication médiatique, mais une note du Département d'État le faisait, listant certaines données qu'il devait livrer aux médias. Ce qu'on retrouve dans la formulation vague mais habituelle durant toute la période de l'avant-guerre en Irak : *a senior US official* (« un officiel américain de haut rang »).

D'autres journaux ont repris sans réserve ces données confidentielles. Ce fut le cas notamment de l'envoyée spéciale du *New York Times* à Paris, Judith Miller. Dans un article co-signé avec Marie Colvin, chef du bureau de l'UPI à Paris, dans *Rolling Stone*, la doctrine Pointdexter transparaissait clairement : « *Trois mois et demi après le bombardement américain de la Libye, M. Khadafi semble perdre le contrôle de son pays et de lui-même* ». D'après des sources non-identifiées, les deux journalistes concluent que « *Khadafi subit la poigne paralysante de la dépression* », qu'il a disparu et se cache. Ces sources leur affirment également que le leader libyen se drogue. Les

deux journalistes reconnaissent, par ailleurs, avoir discuté avec des « *analystes des services de renseignement occidentaux* » et des diplomates selon lesquels Khadafi ne tiendrait plus les rênes du pouvoir en Libye. Le 4 janvier 1987, Miller attribue dans le *New York Times* l'attentat perpétré à Ankara contre une synagogue à la Libye, à la Syrie et à l'Iran, en citant « *des analystes des renseignements états-uniens* », un « *expert en terrorisme israélien* » et d'autres sources anonymes⁸.

Le cas Saddam Hussein

Depuis, Judith Miller a poursuivi dans la même veine. Avant la guerre du Golfe, en 1990, elle a publié avec Laurie Mylroie un livre intitulé : *Saddam Hussein and the Crisis in the Gulf*, où elle décrivait toutes les horreurs imputables à ce régime honni.

Laurie Mylroie est membre de l'American Enterprise Institute, l'un des principaux *think-tanks* néo-conservateurs. Elle éditait la lettre d'information *Iraq News* et a enseigné à l'*U.S. Naval War College*. Elle compte parmi ses « admirateurs » Richard Perle, James Woolsey, l'ancien directeur de la CIA, et Christopher Hitchens, un écrivain jugé « gauchiste » aujourd'hui proche de Paul Wolfowitz⁹. Les trois hommes ont en effet ardemment défendu son livre, paru en juillet 2003, *Bush vs. The Beltway, How the CIA and the State Department Tried to Stop the War on Terror*, un pamphlet dans lequel elle accuse la CIA, le Département d'État mais aussi la plupart des médias, d'avoir tout fait pour miner la campagne de conviction de l'administration Bush sur l'Irak. La quatrième de couverture donne le ton de ce réquisitoire favorable à l'Administration Bush : « *Combinant une importante nouvelle recherche avec la compréhension interne de la politique de Beltway, Mylroie décrit comment la CIA et le Département d'État ont systématiquement discrédité le renseignement critique au sujet du régime de Saddam, y compris les preuves indiscutables de sa possession d'armes de destruction massive. Elle indique comment des éléments principaux du dossier d'accusation contre l'Irak – comprenant des informations sur de possibles liens avec Al-Qaida et la preuve de la participation irakienne potentielle aux attaques d'anthrax à l'automne 2001 – ont été prématurément écartés par ces agences pour des raisons cyniques. Mylroie démontre que la guerre avec l'Irak était non seulement justifiable mais la ligne de conduite nécessaire et morale.* » Dans une interview radio pour son livre, Laurie Milroy déclara : « *Par dessus tout, la décision d'entrer en guerre contre l'Iraq était juste ; c'était très courageux et c'était absolument nécessaire. L'Irak a été engagé avec Al-Qaida dans les attaques du 11 Septembre* » (*National review online*, 11 septembre 2003), allant ainsi au-delà même des dires du

Président Bush. C'est donc naturellement que Laurie Mylroie et son amie Judith Miller deviennent toutes deux des « clientes » du cabinet de relations publiques Eleana Benador, qui représentait les figures pro-guerre en assurant leur passage à la télévision avant le déclenchement de l'offensive en Irak¹⁰.

L'anthrax et le renouveau de la menace irakienne

En octobre 2001, Judith Miller reçoit une étrange enveloppe contenant une poudre blanche qu'elle présente, à grand renfort de publicité, comme de l'anthrax, au vu du climat ambiant, mais qui s'avèrera en fait être tout à fait inoffensive. Compte tenu de son travail passé pour révéler le péril islamique de Ben Laden, elle se persuade que cette lettre lui a été envoyée par Al-Qaida pour se venger et en fait part avec ferveur à ses lecteurs : « *Désormais, je ne couvrais plus l'événement ; j'étais l'événement* ». Ce qui lui permettra de faire une excellente promotion pour son livre sur les armes biologiques. Et elle poursuivra son travail « d'enquête », allant jusqu'à dénoncer le rôle de l'Irak dans cette opération. Le 3 décembre 2002, elle publie un article où elle se contente de retranscrire des propos de sources officielles souhaitant rester anonymes : « La CIA traque les liens entre l'Irak et l'anthrax soviétique. » L'article affirme qu'un informateur a suggéré que l'URSS aurait pu donner une souche de l'anthrax à l'Irak et qu'il y avait donc enquête, sous-entendu bien sûr que l'Irak était derrière la courte campagne d'attaque à l'enveloppe piégée de l'automne 2001. En dépit d'une mise en garde dans le texte (« *les tentatives pour vérifier l'information sont en cours* »), l'intitulé laisse planer peu de doute auprès du lecteur sur l'existence d'une piste sérieuse. Commence alors une longue série de reportages non pas *sur* l'Irak mais bien *contre* l'Irak.

Le 20 décembre 2001, un article de Judith Miller tiré du récit d'un exilé irakien décrit des sites secrets de fabrication d'armes de destruction massive¹¹. Elle fait part de l'interview qu'elle a eue avec celui qui se présente comme un ingénieur au service direct de Saddam Hussein. Il dit avoir travaillé à la création de ses sites secrets, sous les villas du Président et sous l'hôpital principal de Bagdad. Elle indique que « *l'interview avec Mr. Saeed a été préparée par le Congrès national irakien (CNI), le principal groupe d'opposition irakien* ». Et elle conclut : « *Si elles sont vérifiées, les allégations de Mr. Saeed fourniraient des munitions aux officiels de l'Administration Bush qui arguent que Saddam Hussein devrait être chassé du pouvoir en partie à cause de son manque de volonté d'arrêter la fabrication d'armes de destruction massive.* » Autrement dit, elle sait parfaitement que

cette information est une ressource stratégique, utile aux « faucons » de l'Administration, et pourtant elle la publie sans réserves particulières, endossant donc pleinement la responsabilité d'une participation potentielle à une opération d'intoxication, même si elle se protège par une formule oratoire : « *Il n'y avait aucune moyen de vérifier indépendamment les allégations de Mr. Saeed.* » Attitude qu'elle va reproduire à bien des reprises, et qui est en contradiction avec un des principes fondateurs de la déontologie journalistique.

Le 26 août 2002, Dick Cheney ouvre la campagne marketing visant à convaincre de l'impérieuse nécessité d'une guerre, par un discours prononcé devant la convention nationale d'anciens combattants. Il dénonce l'existence d'un programme d'armement chimique et bactériologique en Irak qui menace la paix. Le 7 septembre, Judith Miller co-signe un article avec Michael Gordon sur des « tubes d'aluminium » pouvant servir à l'enrichissement d'uranium, et qui sont sensés démontrer l'existence d'un programme nucléaire irakien : « *US says Hussein intensifies quest for A-bomb parts.* » L'article contient bien un avertissement comme quoi l'Irak ne serait pas sur le point d'assembler une arme nucléaire, mais le ton global laisse à penser qu'une vraie menace existe puisque, sous un pseudonyme, un transfuge irakien affirme : « *Tout l'Irak est un vaste entrepôt de stockage.* » De plus, l'Administration s'inquiète que « *the first sign of a smoking gun may be a mushroom cloud* », jouant de la peur irrationnelle et instinctive causée par l'image du champignon atomique. Cet article marque le début d'une campagne de communication mobilisant les leaders de l'administration Bush. Dans les *talks shows* télévisés qui suivent, tous vont se référer à l'information qui vient d'être publiée et qui passe pour un scoop extirpé, et non la reprise d'une annonce volontaire. Le jour même, Dick Cheney, à l'émission *Meet the Press*, affirme : « *Il est désormais public que Saddam Hussein a cherché à acquérir le type de tubes...* » et C. Rice, à *Late edition*, sur CNN : « *We don't want the smoking gun to be a mushroom cloud.* » Puis G. Bush, le 12 septembre devant l'assemblée générale de l'ONU : « *L'Irak a fait plusieurs tentatives pour acheter des tubes d'aluminium de haute résistance utilisés pour enrichir l'uranium pour une arme nucléaire.* » Dans ce cas, le *New York Times* a sans doute été instrumentalisé pour légitimer préalablement un argumentaire officiel.

Dès le 13 septembre, un nouvel article est publié par le même duo¹². Il fait la recension des diverses accusations officielles, comme les laboratoires mobiles, des fabriques secrètes de produits chimiques ou de missiles prohibés. Dans cet article apparaît un petit bémol par rapport au précédent, indiquant que certains experts, minoritaires, ne croient

pas que les tubes d'aluminium puissent servir à l'enrichissement de l'uranium.

Le 18 septembre, Judith Miller reprend les doutes d'un ancien responsable du programme nucléaire irakien jusqu'à son exil en 1994. Il affirme que la vérification du programme d'armement irakien s'annonce « *difficile voire impossible*¹³ ». Un tel propos apporte évidemment un soutien à l'Administration Bush puisqu'il discrédite l'action de l'ONU, expliquant que le contrôle est impossible.

Le 2 octobre paraît sans doute un des articles les plus importants de l'affaire. Il ne s'agit pas tant d'annoncer des scoops que d'apporter un soutien au clan des « faucons » qui, au sein de l'Administration, trouvent que la CIA notamment ne défend pas assez leurs convictions bellicistes¹⁴. Elle amplifie les plaintes de transfuges déjà cités par elle, pour montrer que la CIA ne prend pas assez au sérieux les informations fournies par le Congrès national irakien. Pourtant, « *le CNI a été sans conteste la source unique la plus importante de renseignement au sujet de Saddam Hussein... Ce que l'agence a appris dans les mois récents est largement venu grâce aux efforts du CNI, en dépit de l'indifférence de la CIA.* » Un mois plus tard, un nouvel article évoque les doutes de l'Administration sur une commande d'atropine injectable par l'Irak. Ce produit peut certes servir contre les crises cardiaques mais pourrait aussi servir d'antidote à des gaz neurologiques¹⁵.

Le 24 janvier 2003, Miller présente la satisfaction éprouvée par Paul Wolfowitz face aux informations données par les transfuges. Et Mr. Saeed refait son apparition¹⁶ : « *Les agents du renseignement disent que quelques-unes des informations les plus valables viennent de Mr. Saeed ...* » Et de reprendre la même idée de sites secrets souterrains, jamais découverts depuis.

Durant toute cette période, de façon systématique (et non épisodique ou accidentelle), on assiste à une opération de blanchiment d'informations classique dans les procédés d'intoxication. Un ou quelques journalistes se font livrer des « informations confidentielles » par des sources officielles mais anonymes, puis les dirigeants prennent prétexte de ce scoop pour intervenir sur la question et présenter comme acquise l'information ainsi diffusée. L'article sert de base argumentative. Ce fut exactement le cas en août 1986 pour la manipulation contre la Libye. Dès l'article paru dans le *Wall Street Journal*, l'amiral Poindexter salua l'article et le porte-parole de la Maison Blanche le qualifia de *authoritative* (« faisant autorité »). Ce mécanisme ne peut fonctionner que si des journalistes donnent un écho à ces informations invérifiables par eux, donc que s'ils ont pleinement confiance dans la source qui les nourrit

ou s'ils font preuve de complaisance à son égard, en assumant le risque d'être manipulés, pour la bonne cause (patriotique) ou pour l'intérêt bien compris du journaliste (sa réputation de découvreur de scoops) et du journal (une hausse des ventes).

L'investissement de Judith Miller dans la traque des inexistantes armes de destruction massive

Insérée de façon privilégiée dans le dispositif de recherche en Irak, Judith Miller a pu à nouveau livrer des scoops... éventés. Elle a été intégrée étroitement aux activités de l'équipe de chasse aux armes de destruction massive, la MET Alpha¹⁷, servant de véritable relais de propagande militaire. Elle a écrit plusieurs articles visant à montrer les résultats de cette recherche, en valorisant très vite des données finalement fausses et en offrant des explications conciliantes aux retards constatés dans la découverte de preuves. Manifestement, le type de relations qui l'unit à la MET Alpha repose sur un échange d'intérêts bien compris : obtention de scoops en échange d'un soutien et d'une publicité patriotiques. Dans le milieu professionnel, le travail de J. Miller a soulevé la polémique car dans certains de ses papiers, elle a exposé ses conditions de travail qui remettent en cause la pratique journalistique.

Le 21 avril 2003, elle publie ainsi un article intitulé : « *Des armes illicites gardées jusqu'à la veille de la guerre, affirme un scientifique irakien, dit-on.* » Elle annonce la découverte grâce aux déclarations d'un « scientifique irakien » connaissant un lieu où des armes de destruction massive auraient été détruites juste avant le début des hostilités. Le même témoin affirme que des armes sont parties en Syrie et qu'il aurait collaboré avec Al-Qaida. Miller relate ces propos sans pouvoir avancer aucune preuve.

Sans prudence particulière, la journaliste reprend des informations données par l'armée américaine, sans pouvoir interroger elle-même le scientifique irakien qui aurait donné à l'équipe MET Alpha ces précieuses indications. On n'aurait pas donné à la journaliste le nom du scientifique, par peur de représailles. Miller indique que son accréditation ne l'autorise pas à visiter et interroger les témoins (mais elle précise avoir pu apercevoir de loin le scientifique en cause), de même qu'elle a dû garder le secret trois jours durant et que « *la copie a été soumise à vérification des militaires* ». Enfin, « *ces officiels ont demandé que des détails sur les produits chimiques découverts soient éliminés* ». Sur la base de ces nombreuses restrictions qui font nécessairement du journaliste un simple relais de l'armée, J. Miller conclut par le propos très optimiste du général David Petraeus, commandant de la 101^e Airborne : « *Ce que nous avons découvert*

pourrait s'avérer d'une valeur inestimable. Bien que beaucoup de travail reste à faire pour valider les informations que la MET Alpha a découvert, si cela est établi, cela sera clairement une des découvertes majeures de cette opération, et peut-être la découverte majeure. » Espoirs qui se sont avérés vains finalement, comme les autres. Le 11 mai, elle fait état en titre d'une « roulotte [qui] est un laboratoire mobile capable de servir pour des armes biologiques, dit un membre de l'équipe ». Aucune précaution n'entoure ce récit puisqu'elle annonce même fièrement le lendemain sur un plateau de télévision que le scientifique est mieux qu'un *smoking gun*, c'est une *silver bullet* (balle d'argent).

Lors de l'émission *NewsHour*, sur PBS, le 22 avril 2003, Miller déclare ainsi : « Je pense qu'ils ont trouvé quelque chose qui est plus qu'un "pistolet fumant". Ce qu'ils ont trouvé est ce qui est appelé ici par les membres de la MET Alpha [...] une balle en argent sous forme d'une personne, un individu irakien, un scientifique, comme nous l'avons appelé, qui a vraiment travaillé sur les programmes, qui les connaît de première main, et qui a conduit les hommes de la MET Alpha à quelques conclusions époustouflantes qui sont une sorte de défi pour la communauté américaine du renseignement et sa... compréhension préalable de ce que nous pensions que les Irakiens faisaient. Il devient assez clair pour ceux d'entre nous qui sommes sur le terrain que les inspecteurs internationaux, sans réellement commander le territoire et sans changer l'environnement politique, n'auraient jamais pu obtenir de ces personnes un pas en avant. Je veux dire que vous pouvez seulement le faire quand vous savez qu'il n'y a pas un membre de la police secrète à votre porte le jour suivant, et que votre famille ne va pas souffrir parce que vous parlez. Et c'est ce que l'Administration Bush a finalement fait. Ils ont changé l'environnement politique, et ils ont permis à des personnes comme les scientifiques que la MET alpha a trouvées de bouger. Maintenant, au commencement, les chasseurs d'armes pensaient qu'ils allaient trouver des stocks d'agents chimiques et biologiques. C'est ce qu'ils s'attendaient à trouver. Nous savons maintenant grâce au scientifique que, en fait, ce n'est probablement pas ce que nous allons trouver. Ce qu'ils trouveront, et ce qu'ils ont trouvé jusqu'ici, sont des sortes de précurseurs ; c'est-à-dire, des masses à bâtir de ce que vous auriez besoin d'assembler pour une arme chimique ou bactériologique. »

Notons que dans un article du 20 juillet 2003, le fameux « scientifique » devient, sans aucune explication ou justification, un « officier des renseignements militaires ». Et l'incise dans son interview sur le « scientifique, comme nous l'avons appelé » traduisait peut-être déjà un doute sur la fonction de cet individu, ou était-ce une simple précaution oratoire visant à faire passer un possible changement de statut à venir ?

Mais l'essentiel, dans cet article du 20 juillet (« *A chronicle of confusion in the hunt for Hussein's weapons* »), tient à ce qu'elle y affiche clairement son parti pris, puisqu'elle décrit de façon très critique la façon dont la recherche des armes de destruction massive se déroule afin d'en sauver l'objectif lui-même, faisant notamment reposer l'absence de découverte majeure (y compris celles qu'elle avait annoncées au préalable) sur des erreurs d'organisation de l'armée. Elle insiste sur « *le chaos, la désorganisation, la guerre entre agences, les querelles à l'intérieur et entre les unités militaires, et les insuffisances en toutes choses, de l'essence au savon* ».

Elle rend compte de toutes les difficultés matérielles rencontrées par l'armée pour expliquer que des armes de destruction massive n'ont toujours pas été trouvées. Elle évoque des « *défauts* » dans l'organisation de la recherche qui pourraient conduire à avoir « *négligé* » des armes ou leurs composantes. Elle relaie le discours des responsables de cette recherche qui soulignent que certains sites ont été pillés avant l'arrivée des troupes américaines. Une source militaire irakienne affirme que S. Hussein aurait ordonné la destruction des stocks d'armes chimiques et bactériologiques juste avant la guerre. Un des experts affirme également que la mission de l'équipe MET Alpha n'est pas jugée prioritaire par le Pentagone en raison de l'insécurité dans le pays et qu'elle ne bénéficie pas de tous les moyens nécessaires. Ce n'est qu'une fois la polémique ouverte qu'il a été décidé de nommer David Kay pour réorganiser l'équipe et améliorer les recherches.

Jusqu'alors, la mission avait dû se passer de l'expérience indispensable acquise par les anciens inspecteurs intervenus en Irak, qui n'ont pas été immédiatement intégrés aux recherches, faute « *d'incitations financières pour coopérer* ». Le chef de l'équipe MET Alpha déclare également que la visite des sites ne donne pas de résultats et qu'il faut se concentrer sur les interrogatoires des Irakiens qui ont été partie prenante des recherches militaires. Du coup, le colonel McPhee se félicite du recrutement d'un officier du renseignement irakien, en affirmant qu'il s'agit là d'un « *tournant* », sous-entendu qu'à partir de maintenant les informations vont venir. Ceci, même si des officiels soulignent que les raids des forces spéciales chez certains scientifiques n'aident pas du tout leur démarche de prise de contact en vue d'établir une coopération sincère.

Cette volonté de défendre l'idée qu'une meilleure organisation suffira à trouver enfin ce qu'on ne peut trouver autorise J. Miller à citer un propos critique d'un officier de la MET Alpha affirmant que la consigne de continuer à visiter les sites suspects est « *inutile* ». « *C'est du papier toilette pour nous !* », « *les renseignements sur les sites étant souvent*

incroyablement faux », ajoute-t-elle, citant un autre officier désabusé : « *On donnerait aux équipes une pochette, avec des photos et une ébauche de grille. On leur dirait : allez à cet endroit, vous trouverez un MacDonald. Regardez dans le frigo. Vous trouverez des frites, un cheeseburger et du Coca. Et ils iraient là, et il n’y aurait aucun frigo et aucun MacDonald, il n’y avait même jamais eu la moindre idée d’implanter un MacDonald ici. Jour après jour ça a été comme ça* ». Mais l’article, optimiste, s’achève par la mission à venir autour de Bassorah, où se trouverait « *un équipement hautement suspect qui pourrait être une composante d’un programme d’armes nucléaires* ». Autrement dit, la découverte est une question de méthode et une affaire de temps, il ne convient pas de remettre en cause la possibilité même que ces armes introuvables n’aient jamais existé. Cette idée est bien sûr entretenue par les responsables eux-mêmes.

Ainsi, le 20 juillet 2003 dans une interview à NBC, David Kay déclare : « *Je pense que d’ici six mois, nous aurons une quantité considérable de preuves, et que nous commencerons à révéler ces preuves.* » Preuves jamais parvenues à notre connaissance depuis lors. Comme l’écrit Jack Shafer, « *au minimum, les supérieurs de J. Miller devrait revoir ses [...] reportages depuis 18 mois, expliquer leur étonnante crédulité et leur manque de responsabilité, et séparer le faux des faits dans ses reportages sur les armes de destruction massive* »¹⁸.

Conclusion

Le mode de fonctionnement de Judith Miller est décrit ainsi par plusieurs membres du *New York Times* : elle cultive de hauts fonctionnaires en se servant de la notoriété de son journal. Ces fonctionnaires (mais aussi des hommes politiques élus) lui donnent une information qu’elle livre sans critiques ou presque (elle a pu signaler tout de même des vues opposées, mais qu’elle annihile souvent avec ses sources, sans réellement rapporter les objections discordantes), et elle publie régulièrement en bonne place dans le journal.

Dans un tel système, tout le monde trouve son compte : Judith Miller, ses éditeurs et ses sources. Ainsi, la journaliste a-t-elle continué à prospérer, les sources ont continué à l’appeler, et ses supérieurs l’ont longtemps appréciée puisqu’elle obtenait des informations « exclusives ». Ce système a été résumé ainsi par un membre du *New York Times* : « *Un super petit écosystème du journalisme corrompu.* »¹⁹ Corrompu au sens où cette journalisme participe à un des circuits de blanchiment de l’information qui menace les fondements de la crédibilité journalistique aux États-Unis.

Plusieurs auteurs aux États-Unis alertent désormais leurs concitoyens sur la puissance de la machine conservatrice en matière médiatique, dont Judith Miller apparaît comme un rouage d'autant plus utile qu'elle émergeait dans un journal jugé libéral par tous. David Brock, par exemple, a publié un ouvrage en forme de repentir sur un autre circuit de blanchiment de l'information sale, intitulé : *Blinded by the Right : the conscience of an ex conservative*²⁰. Il y décrit ses parcours politique et professionnel qui l'ont conduit à devenir le grand organisateur de la mise à mort médiatique d'Anita Hill – qu'il attaqua pour défendre le juge conservateur Clarence Thomas – et de celle de Bill Clinton qu'il traîna dans la boue²¹.

La publication d'un article du même D. Brock, fondé sur des entretiens menés auprès d'agents de la police de l'Arkansas, qui relatait les escapades de Bill Clinton alors qu'il n'était que gouverneur, aura ainsi permis le déclenchement d'une série d'enquêtes journalistiques sur la vie sexuelle du Président. Cette histoire ouvrira une brèche dans laquelle Paula Jones s'engouffrera en poursuivant Clinton en justice pour harcèlement. D. Brock reconnaît dans son livre-confession qu'Anita Hill ne mentait vraisemblablement pas au sujet du juge Thomas et qu'en revanche, les agents de police avaient très certainement enjolivé leurs récits concernant Clinton. Il affirme du coup regretter d'avoir été un des inspireurs de ces cabales médiatiques.

Mais le plus intéressant, dans ces récits, réside dans le dévoilement d'une véritable stratégie d'utilisation des journalistes à des fins politiques, en remontant étape par étape les échelons médiatiques et en cachant les intentions politiques premières derrière une série de supports de presse « écrans », lesquels blanchissent progressivement la manipulation politique et la transforment en information, sur le modèle de ce qu'on connaît pour l'argent illégal qui transite par des sociétés *offshore* dans divers paradis fiscaux.

Sans véritable preuve, David Brock avait détruit la réputation d'Anita Hill dans une revue conservatrice, *The American Spectator*, éditée à seulement 30 000 exemplaires, en la qualifiant notamment de « *petite débauchée un peu cinglée* ». Rush Limbaugh a alors pris le relais pour donner plus d'écho à ce qui serait resté de diffusion confidentielle. Il a lu quelques passages de l'article au cours de son émission de radio écoutée, elle, par plus de deux millions de personnes chaque jour ! Puis des membres du cercle conservateur ont fini de recycler ses accusations dans les colonnes de journaux et lors d'émissions de radio ou de télévision à travers tout le pays, en ne prenant pas le risque d'endosser ce propos puisqu'on pouvait citer une source et évoquer un journaliste qui avait lu des extraits.

La campagne de presse bien orchestrée, David Brock a pu ensuite transformer son article en un livre publié aux éditions Free Press. La sortie de l'ouvrage est l'occasion de reprendre le battage médiatique, par plusieurs journalistes amis, comme dans le très sérieux mais conservateur *Wall Street Journal*, qui consacrera un éditorial à la publication d'extraits de l'ouvrage. Eric Alterman décrit avec précision comment cette machine s'est d'ailleurs retournée contre Brock lui-même lors de la publication de son livre qui lui ont valu polémique et invectives mensongères de la part d'un journaliste Timothy Noah, sur la base d'un document falsifié, mais aussitôt repris et amplifié par *The National Review*, par le *Media Research Center* et par le site d'information : andrewsullivan.com, etc²².

Le journaliste Robert Borosage rapproche ce circuit de blanchiment de l'information sale de ce qui s'est passé aux temps de la guerre froide : « *La puissante machine de propagande de la droite peut garantir qu'un message est diffusé à travers tout le conté, qu'il est repris dans les informations nationales et locales et relayé aussi bien dans les discours d'intellectuels respectables que dans ceux de politiciens extrémistes.* »²³.

Grâce à tout l'argent mis au service de leurs idées, dans des fondations diverses, les milieux conservateurs américains sont parvenus à mettre en œuvre un *mighty Wurlitzer* : « *une machine de propagande capable de peaufiner un fait ou un mensonge, de le diffuser de manière à ce qu'il soit relayé et recyclé dans les reportages de la chaîne Fox News, dans les informations du Washington Times, dans les éditoriaux du Wall Street Journal, ou encore par une myriade d'experts de droite, au cours des séminaires et dans les notes d'information de l'Heritage Foundation et dans les débats et auditions du Congrès américain.* »²⁴. La vigilance des journalistes américains et de leurs confrères étrangers est incontestablement nécessaire face à cette sophistication des techniques de manipulation des médias ■

Notes

1. A publié récemment, en codirection avec J.-M. Charon (2004), *Armes de communication massive. Informations de guerre en Irak : 1991-2003*, Paris, CNRS éditions.
2. « *The Times scoops that melted* », *Slate*, 25/07/03.
3. Ben Fritz, Bryan Keefer & Nyhan Brendan (2004), *All the President's spin. George W. Bush, the media and the truth*, Touchstone, New York.
4. Judith Miller (16/10/05), « *A personal account. My four hours testifying in the Federal Grand Jury room* », *The New York Times*, p. 31.
5. Norman Salomon (17/10/05), « *Miller The Fourth Estate And The Warfare State* », *Tom Paine.com*.

6. Lire la retranscription partielle de son interview radio avec Bob Garfield dans l'émission « On the Media », « Judith Miller Denies Being 'Played for a 'Chump' » *Editor & Publisher*, 15/11/05.
7. Woodward Bob (02/10/86), « Gadhafi target of secret U.S. deception plan ; Elaborate campaign included disinformation that appeared as fact in American media », *The Washington Post*, p. A1.
8. Bill Schaap (été 1988), « Disinforming the world on Libya », *Covert Action Quarterly*.
9. David Corn (04/09/03) « The Neocons' New Enemy : The CIA », *Los Angeles Weekly*.
10. D'après S. Rampton et J. Stauber, auteurs du livre *Weapons of Mass Deception*, J. P. Tarcher / Penguin, 2003), les clients du cabinet Benador ont bénéficié d'une couverture médiatique exceptionnelle. Ils ont pu apparaître sur ABC, MSNBC, CNN et Fox News, mais ont également publié des livres et des articles, témoigné devant des commissions du Congrès et ont été invités à de nombreux déjeuners privés à Washington.
11. « Iraqi tells of renovations at sites for chemical and nuclear arms », *The New York Times*, 20/12/01.
12. « White House lists Iraq steps to build banned weapons », *The New York Times*.
13. « Verification is difficult at best, say the expert, and maybe impossible », *The New York Times*.
14. « US faulted over its efforts to unite Iraqi dissidents », *The New York Times*.
15. « Iraq said to try to buy antidote against nerve gas », *The New York Times*, 12 novembre 2002.
16. « Defectors bolster US case against Iraq, officials say », *The New York Times*.
17. Pour Mobile Exploitation Team Alpha.
18. Jack Shafer (21/04/03), « Deep Miller. Did the *New York Times* just change the rules of journalism? », *Slate*.
19. William E. Jackson, Jr. (02/10/03), « Miller's star fades (slightly) at NY Times », *Editor & Publisher*.
20. *Aveuglé par la droite : la conscience d'un ancien conservateur. Voir depuis son livre d'analyse : The republican noise machine. Right wing media and how it corrupts democracy*, New York, Crown Publishers, 2004.
21. En 1991, le juge Clarence Thomas faillit ne pas être nommé à la Cour suprême suite aux accusations de harcèlement sexuel proférées par Anita Hill. Puis, ce sera l'affaire Monica Lewinsky pour le Président Clinton.
22. Alterman Eric (2003), *What liberal media ? The truth about bias and the news*, New York, Basic books, pp. 259-260.
23. Robert Borosage (06/05/02), « The mighty Wurlitzer », *The American prospect*, Vol. 13, n°8.
24. Mighty = puissant ; Wurlitzer = juke-box. Ce terme renvoie à l'époque, aux États-Unis, où chaque média important se devait de coopérer avec la CIA. Dans les années 1950, le responsable des opérations envers les médias évoquait alors un *mighty Wurlitzer*, qui était un énorme *juke-box*, pour signifier sa satisfaction à pouvoir orchestrer sa propagande dans le monde entier.